



Les recensions de l'Académie de janvier 2026¹

Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation / Benjamin Bürbaumer

Éd. La Découverte, 2024

Cote : 68.686

Maître de conférences à Sciences Po Bordeaux, économiste, Benjamin Bürbaumer a publié en 2024, aux éditions La Découverte, un ouvrage au titre alléchant, mais de contenu inégal. C'est souvent le lot des ouvrages publiés aujourd'hui lorsqu'ils se contentent pour l'essentiel de coller à une actualité envahissante, mais sans prendre suffisamment en compte les perspectives de longue visée. L'introduction (p. 7-17) part pourtant d'une double constatation : la perte du contrôle de la mondialisation par les États face à une République Populaire de Chine, qui prétend à l'hégémonie, en concurrençant la superpuissance américaine, mais aussi en menaçant la mondialisation elle-même.

L'ouvrage s'organise autour de cinq grands chapitres. Tous mobilisent une impressionnante bibliographie, généralement anglo-saxonne, parmi lesquels des auteurs bien connus pour la renommée de leurs travaux (Susan Strange, Adam Tooze), mais sans toujours dégager des analyses vraiment neuves. Tel est bien le cas du chapitre 1 « La fabrication américaine de la mondialisation » (p. 21-65). Partant de l'observation des tensions inédites survenues dans les entreprises américaines entre 1968 et 1974 et de celles, consécutives, ayant affecté alors toute la société nord-américaine, l'auteur met en évidence l'apparition d'une crise structurelle du capitalisme américain, marqué par la baisse de la rentabilité des entreprises et un déséquilibre grandissant entre les revenus du capital (assimilés à ceux de la bourgeoisie, selon une lecture marxiste attendue). Cette crise a eu un effet catalyseur sur le capital transnational américain schématiquement opposé au capitalisme national. La « bienveillance structurelle de l'État » envers le capital a favorisé, selon l'auteur, la construction du marché mondial par le capital transnational américain, à travers la Commission Trilatérale (CT) des années 1970. Née pour partie d'une réaction à la politique de remise en cause par Richard Nixon des accords de Bretton-Woods, elle a favorisé « l'encadrement du capital transnational dans l'État américain », notamment sous Jimmy Carter, de 1977 à 1981, avec pour objectif de « discipliner » les travailleurs. La dérégulation financière, si elle a débuté, dès sa présidence



Les recensions de l'[Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).

Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)

aux États-Unis, a d'abord été portée par le Royaume Uni de Margaret Thatcher, puis, avec le plus d'énergie encore par Ronald Reagan. La libéralisation s'est ensuite étendue au Japon (participation du Japon à la dévaluation américaine par l'accord du Plaza de 1985) et à l'Europe de l'ouest, avant de s'étendre, toujours sous Reagan, à la périphérie, avec l'idée qu'il fallait « coordonner la lutte contre les conséquences de la libéralisation en libéralisant davantage la périphérie ». Ainsi s'explique l'heure de gloire des traités de libre-échange, à la fois en combattant le protectionnisme aux États-Unis et en cherchant à imposer aux partenaires de l'Amérique des législations et réglementations internes favorables aux intérêts de celle-ci. Ces politiques ont garanti aux États-Unis leur stabilité politique et économique, mais en rendant la hausse des profits américains étroitement dépendante de la mondialisation.

Le chapitre 2 traite de « l'Incontrôlable Chine » (p. 67-115). Dans un premier temps, le capitalisme multinational américain s'est plutôt réjoui de l'intégration croissante de la Chine dans la mondialisation. La libéralisation est d'abord apparue comme solution à la crise chinoise, à l'issue de luttes internes terribles au sein du PCC (« Le Parti commande, l'État obéit »), Nathan Sperber). Cette libéralisation, parce que contestée à l'interne, a été graduelle. Elle a favorisé ainsi une alliance de circonstance entre le Parti communiste chinois et le capital transnational américain : le tournant capitaliste du PCC a rejoint la persistante domination du capital transnational aux États-Unis. C'est pourquoi la Chine est devenue, surtout après son adhésion à l'OMC en 2001, « la terre promise du capital transnational », au prix d'une « main de fer s'y exerçant sur les travailleurs ». Mais, ce faisant, les multinationales américaines, « soumises à l'impératif de redresser leurs profits » ont conféré à la Chine une place de subordonnée dans la mondialisation. Devenue la « vache à lait » de ces multinationales américaines, la Chine a fait le choix d'une extraversion grandissante de son économie, ouvrant la voie, notamment à partir de la crise des *subprimes* de 2007-2008, à une crise transpacifique aux répercussions mondiales. Tandis que l'État américain poursuivait sa stratégie de supervision du capitalisme global, la Chine a poursuivi dans la voie de la suraccumulation, au risque d'une relance par la surproduction, et en donnant la priorité à l'extraversion sur la consommation intérieure, avec par conséquent l'impossibilité de jouer la carte de « l'interdépendant pacifique ».

Pour la Chine, il s'agit désormais « d'échapper au contrôle américain des chaînes globales de valeur », chapitre 3 beaucoup plus neuf, (p.177-167). Le changement de ligne diplomatique adoptée par la Chine de l'époque de Deng Xiaoping et celle de Xi Jinping n'a rien de surprenant. En effet, la suraccumulation chinoise ne peut trouver sa solution que dans la conquête de nouveaux marchés étrangers. Telle est l'origine des Nouvelles Routes de la soie. Conçues pour favoriser l'intégration économique d'au moins 60 pays représentant près de deux tiers de la population, environ un tiers de la production et 70 % des ressources énergétiques mondiales, elles concerneraient aujourd'hui peu de 150 pays. Grâce à l'action d'établissements chinois tels que la Banque de développement de Chine, la Banque d'importation et d'exportation de Chine, et, depuis 2014, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la RPC met en place des infrastructures physiques sino-centrées au profit des exportations nationales. Mais cette stratégie requiert aussi une nouvelle infrastructure technique. Afin de relever le défi de la compétition en amont du marché, la Chine mixe sur

l'internationalisation de ses normes techniques. La Chine joue ainsi un rôle croissant au sein de l'Organisation internationale de normalisation. Historiquement, quatre pays y exercent une influence prépondérante : l'Allemagne, les États-Unis, la France et le Royaume Uni. Or, la Chine a fait une entrée remarquée au sein de cette organisation. En 2004, les quatre nations précitées en géraient 60 % des secrétariats, des comités et sous-comités techniques, contre 1 % de la RPC. Mais, en 2019, ce taux est tombé à 52 % contre plus de 10 % à cette même RPC. Une observation similaire peut être faite au sein de la Commission électrotechnique internationale. Plus, la Chine impulse la création de nouveaux comités techniques traitant des technologies de pointe. En 2021, 35 % des contributions aux normes relatives à la SG venaient de firmes chinoises contre 32 % pour les européennes, et 16 % pour les Américaines. Parce que l'internationalisation des normes chinoises s'impose par la force des faits, la Chine ambitionne de créer une nouvelle infrastructure technique échappant au contrôle américain.

L'on comprend que l'objectif est bien de défaire le contrôle des routes commerciales par les États-Unis. Il s'agit notamment de contourner les goulets d'étranglement de l'économie mondiale. C'est pourquoi les entreprises chinoises ont acquis le contrôle de ports situés à des points stratégiques : Kyaukphyu en Birmanie, Hambantota au Sri Lanka, Gwadar au Pakistan ou le Pirée, en Grèce. De façon plus évidente encore, la Chine cherche à éviter le contournement de la Péninsule indochinoise, d'où l'intérêt du chemin de fer situé au Yunnan. De même, la mise en place du corridor Chine-Pakistan poursuit un but identique, à un moment où les États-Unis et l'Inde cherchent à reformer leur coopération en matière de navigation : une route, un chemin de fer, un gazoduc et d'un oléoduc connectent la ville de Kashgar, en Chine, à la ville portuaire pakistanaise de Gwadar. C'est la fameuse stratégie de « collier de perles », à savoir la succession de ports sous contrôle chinois dans l'Océan Indien, de la Birmanie au Pakistan.

Par ailleurs, les télécommunications sont en passe de tomber sous contrôle chinois. Telle est l'origine de l'affaire Huawei. Pour les autorités américaines, il est inconcevable de laisser une entreprise chinoise prendre un avantage compétitif dans le domaine de la 5G. Huawei n'est pas seulement un leader technologique, mais aussi un géant de la construction d'infrastructures de télécommunications, qui a réussi à imposer ses équipements dans l'immense majorité des pays asiatiques, latino-américains et africains, tout en ayant pris des positions sérieuses en Allemagne, en Espagne et en Italie. Il s'en est suivi le lancement, en 2019, avec le Japon et l'Australie du *Blue Dot Network*, destiné à attirer la finance privée vers des projets d'infrastructure et ouvert à l'Indonésie, à Taïwan, Singapour et la Corée du Sud. Dans le même sens intervient *l'International Development Finance Corporation* visant à faciliter le financement de réseaux hors Huawei à l'étranger, le point commun de toutes ces initiatives est de limiter l'expansion des concurrents chinois des géants de la Silicon Valley. Face à cette réaction américaine, l'État chinois s'est engagé dans la voie de la normalisation pour pérenniser son avance, a transformé le delta du Yangzi en plus grande zone mondiale d'expérimentation de cette nouvelle technologie. Une nouvelle bataille s'annonce rude autour de la 6G.

L'infrastructure numérique fait également l'objet d'une rude bataille portant sur le contrôle exhaustif des technologies clés. L'intelligence artificielle constitue ainsi une opportunité majeure pour la Chine. Depuis 2006, le pays a fait le choix de développer ses

propres technologies (Plan *Made in China 2025*, 13^e plan quinquennal de science et de technologie 2021-2025, depuis cette dernière date, 14^e plan quinquennal visant à l'autosuffisance technologique). Par suite, la Chine développe activement ses capacités innovantes. En deux décennies, le nombre de chinois diplômés de l'enseignement supérieur a été multiplié par dix, atteignant plus du double de celui des États-Unis en 2021. Sur la même période 2001-2021, les dépenses chinoises de R&D ont quadruplé, dépassant, depuis 2019, celles de l'UE et se rapprochant à 0,5 % près du niveau américain. Présente et à la pointe dans 37 des 44 technologies de pointe, la Chine est devenue *leader* mondial de la robotisation. Les avancées de la Chine se lisent aussi dans son pourcentage des dépôts de brevets triadiques, c'est-à-dire déposés, à la fois auprès de trois offices de brevets des États-Unis, de l'UE et du Japon entre 2006 et 2020, la part de la Chine est passée de 1 % à 10,2 %, au détriment de ses trois concurrents précités. Néanmoins, parce que l'essentiel des brevets utilisés dans le monde demeurent américains, la balance des revenus de la propriété intellectuelle de la Chine reste négative tandis que celle des États-Unis est fortement positive.

Aujourd'hui, les États-Unis demeurent leader en recherche, conception et financement de l'Intelligence artificielle. Mais la Chine rattrape son retard à grandes enjambées. Dès 2014, elle a dépassé l'UE et vise le leadership pour 2030. Dans la droite ligne de la percée de *DeepMind*, la part de la Chine dans la production des secteurs les plus intenses en R&D est passée de 6 % en 2003 à 21 % en 2020 (contre respectivement 38 et 32 % pour les États-Unis aux mêmes dates). La politique du *Grand Firewall* mise en place en 1997 a permis de protéger des entreprises comme Alibaba, Baidu, Huawei et Tencent de la concurrence écrasante de la Silicon Valley. Si l'on définit l'intelligence artificielle comme l'ensemble des technologies censées permettre aux ordinateurs d'imiter la réflexion et l'apprentissage humain, par suite, « générer, contrôler et gérer les données ne donne pas seulement un formidable pouvoir de marche à une poignée d'entreprises, c'est aussi la condition de réussites dans la course à l'innovation numérique ». Si les États-Unis et la Chine déploient tant d'énergie dans l'intelligence artificielle, c'est plutôt pour gagner la bataille du numérique et donc s'assurer une supériorité économique et politique durable. Au sein du numérique en effet, nombreuses sont les innovations à potentiel rayonnant ou d'application générale. Prendre de l'avance en matière d'intelligence, c'est se hisser durablement en position de suprématie mondiale : la Chine, comme les États-Unis, en ont pleinement conscience.

À cet égard, la bataille des puces se situe au cœur de cette course à la suprématie mondiale. Sans puces avancées, Alibaba, Baidu, Tencent et ByteDance risquent de se trouver bloqués et, avec eux, l'espoir d'une production industrielle indépendante en Chine. La segmentation du secteur des semi-conducteurs en trois éléments principaux (conception, fabrication et assemblage), fournit la clé des enjeux techniques et financiers. La conception des puces s'avère beaucoup plus exigeante que leur fabrication et celle-ci beaucoup plus que leur assemblage. Historiquement, la Chine est surtout présente dans ce dernier segment, Taïwan et la Corée du Sud dans le second, les États-Unis dominant le premier. Face à sa dépendance aux technologies étrangères, la Chine se fixe d'atteindre à 70 % d'autosuffisance (contre 15 % en 2015). Dans ces conditions, l'effort doit porter sur plusieurs fronts : augmentation significative du financement public de la R&D, acquisition d'entreprises étrangères par des firmes chinoises

privées, parfois renflouées par des fonds et garanties publiques. Tel est le cas de Tsinghua Unigroup, qui a tenté de racheter le taïwanais MediaTek, un des principaux concepteurs mondiaux de puces et de prendre une participation majeure dans TSMC², premier fabricant mondial de puces, également taïwanais. L'expérience montre par ailleurs qu'au contraire d'une idée reçue, selon l'OCDE, la part des contributions publiques aux dépenses de R&D est supérieure aux États-Unis (38 %) à celle de la Chine (24 %).

Huawei constitue un bon exemple : devenu hautement innovant, le groupe s'est imposé, grâce à son département de conception de puces HiSilicon. Il s'est avéré capable de fournir des puces pour smartphones hautement complexes, au point de menacer le quasi-monopole américain dans le segment le plus profitable de la conception des puces. C'est pourquoi les États-Unis s'efforcent, par leurs sanctions, de priver Huawei de ce qu'elle est incapable de produire sur place : actifs intangibles (brevets, logiciels) ou tangibles (machines de haute précision). Depuis mai 2019, Huawei n'a plus accès à certains instruments nécessaires à la conception des puces. D'autre part, les sociétés auxquelles elle a sous-traité la fabrication ne peut plus fournir des produits de pointe sans les machines livrées par les firmes américaines *Applied Materials*, *Lam Research* ou *KLA*.

La réaction de Huawei a été de confier la production de puces moins avancées au chinois SMIC, placé sous embargo américain en décembre 2020 et devenu incapable de se fournir en machines néerlandaises ou japonaises. Mais la Chine n'a pas renoncé. Si le pays dispose du capital nécessaire, il a dû faire appel à des spécialistes taïwanais et est parvenu à contourner des achats via des filiales ou en louant l'accès aux puces auprès de sociétés non sanctionnées. Enfin, le fabricant chinois Yangtze Memory Technologies (YMTC) a ouvert, à Wuhan, une usine de fabrication de semi-conducteurs avancés, élément central d'une amorce de cluster. Huawei et SMIC ont ainsi relevé le défi, comme le montre le succès du Mate 60 Pro, le smartphone chinois le plus vendu jamais produit. Face aux difficultés à endiguer le rattrapage technologique chinois, les États-Unis misent sur des investissements massifs pour forcer Samsung ou SK Hynix, groupes coréens, à investir aux États-Unis.

Selon Adam Tooze, les multiples sanctions imposées par Washington contrarient les intérêts des multinationales. B. Bürbaumer conteste ce point de vue en motif de la coïncidence de valeurs entre les leurs et celle de l'État américain. Si ce débat peut paraître empreint de manichéisme, il est probable que le pouvoir de marché des grandes multinationales américaines s'est renforcé. Mais face à la menace de la Chine, le front s'est durci comme le montre la création, en 2021, de la Commission nationale de sécurité sur l'intelligence artificielle. Cependant, l'affrontement ne peut aller jusqu'à l'hostilité ouverte. En effet, pour l'industrie américaine des semi-conducteurs, si l'économie chinoise est le premier concurrent, elle constitue aussi le premier client. De ce fait, l'exacerbation de la rivalité sino-américaine paraît donc compatible avec le maintien de relations commerciales et financières intenses. Dans le même temps, les multinationales américaines du secteur de la haute technologie (Apple, Dell, Google, Microsoft) se sont redéployées vers le Viêt-Nam. La Chine a riposté en jouant sur sa

² Taiwan Semiconductor Manufacturing Company

maîtrise des terres rares (introduction des licences d'exportation pour le gallium et le germanium en juillet 2023, puis, en octobre, sur le graphite, enfin, en décembre, sur l'exportation des technologies de traitement des terres rares). C'est que la RPC cherche à échapper au contrôle américain des transactions économiques internationales au profit de ses propres firmes nationales.

Moins neuf, le chapitre 4 revient sur « La contestation du privilège exorbitant du dollar » (p. 169-215). De fait, le commerce international apparaît très vulnérable à la disponibilité en dollar, la Chine y étant particulièrement exposée en tant que premier exportateur mondial. Il y a là un paradoxe puisque le dollar reste la principale monnaie internationale alors que sa part dans la production mondiale continue de s'éroder. En second lieu, les États-Unis utilisent de plus en plus le dollar comme instrument de pouvoir politique extraterritorial, susceptible de créer des dépendances politiques envers eux. C'est ce qui pousse la Chine à contester la suprématie du dollar et à mettre en place une infrastructure financière concurrente.

Les États-Unis bénéficient d'un « privilège exorbitant » (Valéry Giscard d'Estaing), la monnaie internationale jouant le rôle d'un facilitateur d'échanges. La préférence pour une seule monnaie de référence conduit à ce que Edward S. Prasad appelle « le piège du dollar ». En tant que devise clé, le dollar pousse le reste du monde à placer ses réserves aux États-Unis dans des actifs libellés en dollars. De ce fait, la Chine, qui dispose de réserves gigantesques en dollars subirait des pertes importantes en cas d'abandon du dollar et, consécutivement, ses exportations s'en trouveraient renchériées pour les consommateurs américains en cas de dépréciation du dollar. La suprématie monétaire mondiale induit ainsi des avantages économiques. En effet, le pays émetteur peut s'endetter à des taux faibles auprès d'investisseurs étrangers tout en accumulant des actifs au rendement plus élevé à l'étranger.

Ce système, dit seigneurage, signifie que les autres pays du monde « soutiennent le niveau de vie américain et subventionnent les multinationales américaines par le biais d'un système financier asymétrique » (Barry Eichengreen). Dès lors que le reste du monde veut accéder à des dollars américains à des fins d'investissement, les États-Unis peuvent s'endetter indéfiniment avec leur propre monnaie. Si l'appât du gain vient s'ajouter à la stabilité du dollar, sur le plan macroéconomique, cela se traduit par des déficits commerciaux et budgétaires persistants aux États-Unis (Jacques Rueff). La suprématie du dollar, en conduisant au sous-investissement dans les infrastructures de la périphérie, ouvre ainsi la voie à la Chine, d'autant plus que le statut international du dollar offre aussi une diminution des risques et coûts de gestion aux entreprises et banques américaines.

Une monnaie internationale est celle qui est la plus utilisée par les six fonctions suivantes :

	Moyen d'échange	Unité décompte	Réserve de valeur
Agents privés	Véhicule	Facturation	Arbitrage
Agents publics	Intervention	Ancrage	Réserves

Benjamin Bürbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, op. cit., p.176.

Il est clair que le dollar règne sur la fonction de véhicule, alors que le renminbi ne figure qu'à la cinquième place des monnaies le plus échangées. Ce même dollar offre, pour toutes les banques centrales, un moyen privilégié d'intervenir sur les marchés de change pour préserver la valeur de leur monnaie. En matière de facturation du commerce international, la prépondérance du dollar se maintient, même si la part de la monnaie chinoise augmente. En matière de taux d'échange, en 2023, le dollar représentait encore 54 % du total des opérations, devant l'euro (29 %) et le reste du monde (17 %), malgré une percée du renminbi en Asie du Sud-Est. Par ailleurs, l'arbitrage des agents privés, le dollar (49 % en 2016) et l'euro (34 %) demeurent les monnaies les plus attractives. En matière de réserves officielles, la suprématie du dollar apparaît tout aussi manifeste (59 % du total en 2023) contre seulement 2,5 % pour la monnaie chinoise.

Cette suprématie du dollar repose sur cinq critères très difficiles à remplir : disposer d'une puissante économie nationale (cas des États-Unis ou de la Chine) ; une insertion forte dans l'économie mondiale ; un marché financier à la fois large et profond, c'est-à-dire disposant d'une vaste gamme d'instruments financiers ; une régulation adaptée à la conservation de la valeur des actifs, ce qui implique une stabilité politique générale de protection de la propriété privée, le contrôle de l'inflation et le respect scrupuleux des contrats ; être une grande puissance militaire et diplomatique, associant *hard* et *soft power*. Au fond, la capacité du capitalisme américain à remplir ces six fonctions dépend de la confiance que lui accordent les opérateurs internationaux. C'est pourquoi Wall Street a plutôt bien surmonté l'éclatement de la bulle immobilière de 2007. Les États-Unis apparaissent aujourd'hui comme le seul pays capable de fournir des actifs sûrs et liquides à la hauteur des besoins : ainsi avec les *swaps*, c'est-à-dire la fourniture de dollars à la Banque Centrale Européenne (BCE) et à la Banque nationale suisse (BNS), dès décembre 2007, puis en septembre 2008, a unit d'autres banques centrales de pays avancés (Royaume-Uni, Canada, Nouvelle Zélande, Corée du Sud, Singapour, Brésil et Mexique). Ces accords ont exclu la Banque populaire de Chine, conduisant en fin de compte à la dévaluation du renminbi en 2015.

La Chine n'a pas dit son dernier mot. En effet, elle constitue le premier partenaire commercial de près de quatre-vingt pays contre une trentaine pour les États-Unis. Ainsi, l'utilisation des renminbis dans le règlement du commerce extérieur chinois s'est beaucoup développé : aujourd'hui, la moitié des pays règlent au moins 20 % des transactions avec la Chine en renminbi. Pour certains pays d'Asie ou d'Amérique latine, cette part atteint presque le 100 %. Certains pays, comme l'Inde, le Pakistan ou le Bangladesh achètent du pétrole ou des centrales nucléaires russes en les réglant en renminbi. De plus, la crise de 2007-2008 a convaincu les autorités chinoises de promouvoir l'internationalisation de leur monnaie. La Banque populaire de Chine a conclu des accords de *swaps*, dès 2009, avec Hong Kong, en Corée du Sud, Indonésie et Malaisie, puis, dans les années suivantes avec l'UE, le Royaume Uni, le Japon, le Canada, le Brésil, la Russie et l'Indonésie, dans ce dernier cas suite à un refus de la FED américaine. En outre, la Chine a créé des banques de compensation à l'étranger et, en repousse au système de paiement *Swift* mis en place par les États-Unis, son propre système CIPS (*Cross Border Interbank Payments System*) ouvert aux banques occidentales dès 2022.

Cela s'est accompagné d'une expansion des marchés financiers capitalistes d'État, sur un modèle assez proche de ceux de la Corée du Sud, de l'Inde ou de la Russie. Le succès est déjà partiellement acquis puisque le renminbi est déjà devenu la première monnaie de réserve pour les trois pays précités, mais aussi l'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil et l'Iran.

Cette montée en puissance du renminbi bénéficie aussi de la transformation du dollar en arme politique explicite, à travers l'usage de la messagerie financière *Swift*. Les sanctions américaines contre la Russie, le Venezuela et la Turquie ont accéléré un mouvement de dédollarisation, souvent irréversible. Celles appliquées par la Russie se sont avérées une arme à double tranchant qui a créé un effet d'aubaine pour le renminbi, la guerre entre la Russie et la Chine, au profit de l'excédent commercial russe. Il convient cependant de distinguer entre *Swift*, qui est avant tout une messagerie d'une grande commodité, et le CIPS qui constitue aussi un moyen de paiement. Si l'internationalisation accrue du renminbi a favorisé l'économie de guerre russe, elle n'a pas remis en cause la suprématie du dollar. En effet, la Banque Centrale russe s'est heurtée à quatre difficultés principales : un risque de change accru avec l'usage du renminbi ; une plus grande exposition financière ; un risque de surliquidité ; la nécessité de recourir au dollar pour les échanges avec un certain nombre de partenaires « amicaux » ou « inamicaux ». La guerre en Ukraine a donc montré aux autorités chinoises les obstacles à surmonter, sans pour autant enrayer l'intensification des tensions monétaires mondiales.

Le chapitre 5, « les États-Unis dans le piège de l'hégémonie » (p. 217-290) offre une sorte de conclusion à portée géostratégique, ou l'on retrouve l'essentiel des thèmes habituels de ce type de littérature. La Chine apparaît en effet de plus en plus comme le seul concurrent des États-Unis dans la bataille pour l'hégémonie mondiale. Xi Jinping n'est pas seulement promoteur d'un régime d'accumulation extraverti, mais porteur d'une contestation globale de la supervision américaine. C'est dans ce but qu'elle met son *soft power* périphérique au service de son accumulation extravertie. La Chine cherche à se positionner comme une force de paix et un centre de prospérité, autour des nouvelles sources de la soie. Elle s'appuie sur une diffusion culturelle dynamique (rôle par exemple de *China Global Television Network* (CGTN), du Quotidien du Peuple, de *China Daily* et *Global Times*), sur la diplomatie des vaccins, pour publier, devant la crise de la Covid, l'insuffisante offre destinée aux pays du Sud. Elle profite de la perte d'influence des États-Unis à l'ONU et dans les pays périphériques, dont la grande majorité ne souhaite pas prendre parti dans la guerre d'Ukraine et qui reprochent aux États-Unis leur hypocrisie (crise de Gaza). La baisse du pouvoir d'attraction états-unien affecte assez peu les Européens toujours séduits par Washington, mais en quête d'autonomie accrue, surtout depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, mais beaucoup plus une périphérie tiraillée entre deux puissances qui, toutes deux, présentent les avantages de leurs inconvénients. Il est vrai que les États-Unis tirent avantage de leur supériorité militaire, avec le budget de Défense le plus riche du monde. Mais la Chine a entamé un évident processus de rattrapage : en 2004, les dépenses militaires chinoises représentaient à faire 10 % de celles des États-Unis, mais 37 % en 2022. Néanmoins, aucun pays ne dispose d'une présence comparable à celle des États-Unis : près de 750 bases militaires réparties dans environ 80 pays. De ce fait, la supervision américaine de la mondialisation entraîne un nombre sans précédent d'interventions militaires, de constructions de bases et même de participation aux conflits (depuis 2001, en Afghanistan, en

Irak, en Syrie, au Pakistan et au Yémen). Cela induit des coûts financiers, environnementaux et humains considérables, qui témoignent de « l'hégémonie », c'est-à-dire, selon Charles Kindleberger, de la volonté et de la capacité d'intervenir dans les affaires internationales.

Parce que la place de l'armée se renforce dans la politique internationale de Washington mais aussi de RPC, les conflits périphériques apparaissent de plus en plus comme des « guerres spécifiques à la mondialisation ». Y contribue, par exemple, l'essor de la piraterie, mais aussi la multiplication des zones de frottement entre les deux super-grands. Tel est bien le cas avec la militarisation de l'Indopacifique, en raison notamment d'aspirations concurrentes en mer de Chine méridionale, autour de Taïwan notamment. Mais le problème ne vient pas seulement de la présence de la Marine chinoise. En effet, en mer de Chine méridionale, sept pays expriment des revendications territoriales concurrentes : la Chine, le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Taïwan et le Viêt-Nam. L'intérêt géostratégique de la zone tient au fait que près de 40 % du commerce maritime mondial transite par elle. L'un des moyens de s'y assurer un avantage dans la course au contrôle de la zone consiste à y occuper des îles naturelles ou artificielles et, par suite, à revendiquer l'exploitation des ressources environnementales et la surveillance du transport dans leur périphérie. Malgré le fort ancrage militaire américain dans la zone, se trouve posé le problème des capacités réelles d'intervention des États-Unis et celui des alliances : Cambodge, Laos et Birmanie, mais aussi Malaisie, Indonésie, Brunei et Thaïlande seulement plutôt penchés en faveur de la Chine, au contraire de Singapour, des Philippines et du Viêt-Nam plutôt attirés vers les Américains. Dans ce cadre, Taïwan apparaît comme le cœur fragile de la militarisation technologique.

De bouclier vis-à-vis de la RPC, TSMC, par exemple, tend de plus en plus à se transformer en point de vulnérabilité. Ces inquiétudes s'étendent désormais à toute la zone Indopacifique, mer états-unienne contestée. Les États-Unis se trouvent donc pris dans le piège de l'hégémonie qui s'ouvre aussi devant la Chine. Pour Washington, la perte de contrôle sur les infrastructures mondiales s'accélère au moment où leur crédibilité baisse.

Or, parce que la Chine mène une stratégie de démolition de la supervision américaine du capitalisme global, il s'ensuit une dégradation durable et globale du climat mondial.

Dominique Barjot